

Le ministère de l'Environnement suit la situation de très près. Le Centre canadien d'études sur les eaux intérieures a effectué des prélèvements et des analyses dans la région du lac Supérieur en général, et dans la zone de Thunder Bay plus spécialement, pour évaluer la possibilité que des courants chargés de fibres d'amiante y franchissent la frontière.

Il a constaté, sur la rive nord du bras occidental du lac, des teneurs concentrées en fibres de cummingtonite, qui sont mises en jeu par l'exploitation de la mine de Silver Bay, au Minnesota. A Thunder Bay, en Ontario, on n'a décelé aucune fibre de cummingtonite. On y a toutefois trouvé des fibres de chrysotile; on les trouve habituellement là où il y a dégradation naturelle des roches. De plus, dans le lac Supérieur, le courant va en général dans le sens inverse des aiguilles d'une montre et il a tendance à déplacer les éléments en provenance de la mine de Silver Bay vers Duluth, au Minnesota et vers la rive sud du lac, plutôt que dans la direction de Thunder Bay en Ontario.

Le député a dit que les résultats des analyses différaient; c'est bien possible à cause du comportement des petites particules en suspension dans l'eau: sous l'action des vents, il est possible que des particules qui s'étaient déposées au fond soient remises en suspension, et les résultats des analyses varieraient alors selon le vent et les conditions atmosphériques, et cela, le député l'a dit.

Le ministère de l'Environnement, le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social et le ministère de l'Environnement de l'Ontario poursuivent leurs recherches sur les fibres d'amiante.

Le Conseil consultatif de recherches des Grands lacs, qui a présenté un rapport à la Commission mixte internationale, continuera à surveiller la marche de la recherche permanente, dans la région des Grands lacs, à faire état des progrès à la Commission et à recommander diverses orientations pour les recherches ultérieures.

LA DÉFENSE NATIONALE—L'AGRICULTURE—DEMANDE DE
RETOUR À LA PRATIQUE ANTÉRIEURE QUANT AUX
CATÉGORIES DE BŒUF ACHETÉ POUR LES FORCES ARMÉES

M. Ken Hurlburt (Lethbridge): Madame l'Orateur, j'ai posé le 24 février au ministre des Approvisionnement et Services (M. Goyer) une question sur la nouvelle politique d'appel d'offres en vigueur pour les achats de bœuf destiné aux Forces armées canadiennes. Cette question a été consignée à la page 3499 du hansard. Je demandais alors au ministre pourquoi les nouveaux appels d'offres stipulaient des carcasses des catégories A1 et A2, au lieu des catégories B1 et B2 comme auparavant. Ces nouveaux appels d'offres coûtent aux contribuables canadiens de \$60 à \$70 de plus pour chaque carcasse.

Le ministre a répondu à ma question en ces termes:

Monsieur le président, je vais sûrement examiner avec intérêt les conséquences de cette politique et vérifier avec mon collègue le ministre de la Défense nationale quelles étaient les réquisitions du ministère.

J'attends toujours la réponse du ministre des Approvisionnement et Services. Étant donné qu'on a adopté le

L'ajournement

nouveau système d'établissement des catégories, l'industrie du bétail est plongée dans le plus profond désordre. Tout d'abord, le prix payé dans cette industrie pour une bête de même catégorie peut enregistrer des variations allant jusqu'à 37c. la livre. Deuxièmement, on a persuadé le public qu'il achetait du bœuf de meilleure qualité lorsqu'il achetait du bœuf de catégorie A1 ou A2, alors que ce sont au contraire les catégories B1 et B2 qui sont les mieux persillées, les mieux au point.

Le ministère des Approvisionnement et Services avait autrefois pour politique d'acheter des viandes de catégorie B1 et B2. Lorsqu'il ne réussissait pas à s'approvisionner dans ces catégories, il achetait de la viande de catégorie A1 et A2. Cette politique facilitait la tâche de l'industrie de l'élevage et de la vente en gros de viande de bœuf au Canada, dans la mesure où elle permettait d'offrir un choix de viande qui évitait l'engorgement des salaisons dans tout le Canada.

• (2210)

Par la suite, j'ai posé une question supplémentaire au ministre de l'Agriculture (M. Whelan). Je lui ai demandé s'il pourrait intervenir auprès du ministre des Approvisionnement et Services (M. Goyer) et lui demander de revenir à l'ancienne pratique en matière d'appels d'offres pour aider aussi bien les éleveurs de bétail de boucherie que les consommateurs. Voici la réponse du ministre, comme en fait foi la page 3500 du hansard:

Monsieur l'Orateur, sauf erreur, on achète toujours de la viande canadienne quand la chose est possible, peu importe le ministère.

Tout en causant avec des membres du personnel du ministère des Approvisionnement et Services, j'ai appris que le bœuf acheté à l'intention des forces armées canadiennes en Europe, était acheté du gouvernement des États-Unis.

Je ne suis pas le seul à poser des questions à ce sujet, les éleveurs de toutes les provinces en font autant. Tout d'abord, pourquoi le ministre ne connaît-il pas la formule d'achat du bœuf? Deuxièmement, pourquoi le ministre des Approvisionnement et Services ne connaît-il pas la différence de prix entre le bœuf de la catégorie A et celui de la catégorie B? Troisièmement, pourquoi le ministre ne sait-il pas quel espace est réservé à la cargaison sur les Boeing 707 des forces armées au cours de leurs vols hebdomadaires en direction de Lahr, en Allemagne? Et il y a une autre question à laquelle les éleveurs canadiens aimeraient bien que l'on réponde, la voici: comment se fait-il, qu'à la suite des pertes astronomiques accusées par l'industrie bovine depuis 18 mois, le ministre de l'Agriculture ne sait pas que les militaires canadiens ne mangent pas de bœuf canadien?

J'ajoute en terminant que le ministre de la Défense nationale (M. Richardson) constitue maintenant mon seul espoir d'obtenir une réponse satisfaisante, car il m'a promis que son ministère ferait bientôt enquête à ce sujet.

M. Leonard Hopkins (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale): Madame l'Orateur, j'aimerais d'abord dire que le ministre canadien de la Défense nationale (M. Richardson) et le ministre canadien de l'Agriculture (M. Whelan) sont très intéressés à bien faire nourrir les Forces armées canadiennes.